



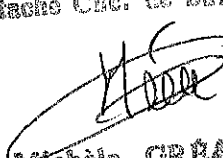
Direction  
Départementale  
de l'Équipement

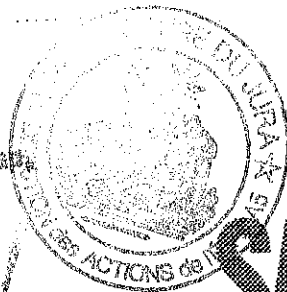
Jura

# PLAN DE PREVENTION DE RISQUES NATURELS

VU par le Préfet,  
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour.  
LONS-LE-SAUNIER, le 30 MAI 1996  
LE PRÉFET,

Pour le Préfet,  
et par délégation,  
l'Attaché Chef de Bureau,

  
Michèle CREA



## SAINT-CLAUDE SEPTMONTCEL VILLARD-SAINT-SAUVEUR

2 Règlement

Fév.1996

# COMMUNES DE SAINT-CLAUDE, SEPTMONCEL ET VILLARD-SAINT-SAUVEUR

## DELIMITATION D'UN PLAN DE PREVENTION DE RISQUES NATURELS

REGLEMENT  
annexé à l'arrêté préfectoral du 30 MAI 1996

### Article 1

En zone I, tous travaux soumis au régime juridique des autorisations d'occupation du sol du code de l'urbanisme et visant à la création de nouvelles surfaces bâties, à l'augmentation de surfaces habitables de bâtiments existants ou à la transformation de locaux pour les rendre habitables, sont interdits.

Cette disposition est applicable aux lotissements dans les cas prévus à l'article R 315.28, alinéa 2 du code de l'urbanisme et aux constructions et installations prévues dans les aménagements de terrains de camping et de caravannage dans les cas prévus à l'article R 443.7.3, alinéa 3 dudit code.

En zone II, les travaux ayant pour conséquence la création de nouvelles surfaces bâties ou la transformation de bâtiments existants pour les rendre habitables, ou plus généralement utilisables, lorsqu'ils sont de nature à affecter le sol, la pente naturelle du terrain ou le système d'écoulement naturel des eaux, devront faire l'objet d'études préalables concluant à la faisabilité et à la stabilité du projet.

En zone III, aucune condition relevant de la prévention des risques naturels n'est imposée.

### Article 2

Les travaux soumis ou non au régime juridique des autorisations d'occupation du sol, doivent être réalisés selon les règles de l'art, en particulier du code de la construction.

En cas de non respect de ces règles, les maîtres d'ouvrage s'exposent aux sanctions prévues par les articles L 152.1 et suivants du code de la construction. Ils peuvent demander le contrôle technique prévu par l'article L 111.23 de ce code.

### Article 3

Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'exercice par le maire des pouvoirs de police qu'il détient, en particulier des articles L 2212-1, L 2212-2 du code général des collectivités territoriales, et notamment en matière de maintien du boisement dans les zones sensibles.

### Recommandations

De façon générale, il est recommandé au maître d'ouvrage, avant la réalisation d'une construction, de s'entourer des conseils nécessaires à la prise en compte des contraintes géologiques du secteur ou de la zone dans laquelle se situe le projet, en faisant effectuer une étude géotechnique préalable.